

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT GLOBAL
N° MGDIS : 13032**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence**
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE

représenté par Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération du Bureau de la Métropole en date du

ci-après désigné **« la Métropole »**

ET
L'Association **INITIATIVE PAYS DE MARTIGUES CÔTE BLEUE**

sise Pôle entrepreneurial Mikado
646 avenue Auguste Baron
13 500 Martigues

N° siret : 42467354900038

représentée par Sa Présidente, Madame Sophie SANSONE

ci-après désignée **« l'association »**

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Avec 39 159 entreprises créées en 2024, la Métropole Aix-Marseille-Provence confirme un dynamisme entrepreneurial notable, malgré un léger recul lié au contexte économique national.

Ce dynamisme reste porté par la diversité du tissu économique, la configuration spatiale favorable aux échanges et la richesse de l'écosystème entrepreneurial local.

Au-delà de la création, la pérennité des entreprises et leur capacité à croître et à générer de l'emploi demeurent des enjeux centraux. Les premières années sont particulièrement critiques, avec environ 25 % des entreprises ne dépassant pas trois ans d'activité.

Le rôle clé de l'accompagnement et de l'accès au financement est déterminant pour réduire les risques de défaillance et favoriser une réussite durable.

Consciente de ces enjeux, la Métropole Aix-Marseille-Provence agit en complémentarité avec le Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et son dispositif phare "Mon Projet d'Entreprise", dans le cadre d'une convention de collaboration et de délégation exceptionnelle de compétences en matière d'aides économiques, visant à soutenir l'écosystème locale.

En 2025, la Métropole a financé 18 opérateurs spécialisés dans le financement et l'accompagnement, pour un total de 956 000 €.

Dans la poursuite de ses engagements, la Métropole entend consolider son action afin de favoriser un environnement propice à la création, au développement et à la compétitivité des entreprises. Formalisé dans son nouvel Agenda du développement économique, voté en juin 2022, la Métropole Aix-Marseille Provence affiche ainsi des ambitions claires et renforcées concernant son offre métropolitaine aux entreprises et au monde économique en général :

- Proposer une offre d'accompagnement et de financement accessible sur tout le territoire.
- Redynamiser les centres-villes via des projets liés au commerce de proximité, à l'artisanat et aux services.
- Renforcer le soutien aux acteurs de l'économie sociale et solidaire.
- Soutenir les projets créateurs d'emplois, notamment dans les filières d'excellence.
- Encourager les synergies entre acteurs publics et privés pour renforcer l'achat local et responsable.
- Favoriser l'inclusion des publics éloignés de l'entrepreneuriat et promouvoir l'égalité femmes/hommes.
- Accompagner les entreprises dans leur transition environnementale, digitale et sociale.

Plus que jamais, la Métropole souhaite soutenir les structures d'accompagnement et de financement œuvrant pour un développement économique à la fois responsable, inclusif et durable, en phase avec les transitions globales qui façonnent l'économie de demain.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs qui œuvrent dans le domaine du développement économique.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à son objet social, à savoir :

- Déceler et favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités de biens et de services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement de TPE ou PME.
- Soutenir les porteurs de projets par l'octroi d'un prêt personnel sans intérêt ni garantie, un accompagnement, un parrainage et un suivi technique personnalisé. Elle contribue également à la mobilisation d'autres dispositifs de soutien aux TPE et PME, tels que le dispositif Mon Projet d'Entreprise, Ardan Tremplin, In Cube.
- Promouvoir le développement économique et le soutien à l'emploi par l'accompagnement technique et financier à la création, reprise - transmission et

développement des TPE de son territoire d'intervention, et ce à travers l'octroi et la gestion de fonds de prêt d'honneur et autres financements (prêts bpi, prêts régionaux...).

- Participer à la gouvernance et à l'animation collective du pôle entrepreneurial Mikado.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2026.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2026 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau...)

Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;
- Se doter des assurances visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : BUDGET PREVISIONNEL DE L'ASSOCIATION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'association :

- L'annexe I à la présente convention précise :
 - Le budget prévisionnel global de l'association, objet de l'article 1^{er}, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc. ;

- L'annexe II à la présente convention précise :
-Les contributions non financières allouées par la Métropole dont l'association dispose pour la réalisation de l'objectif mentionné à l'article 1^{er} (mise à disposition de locaux, de matériel, etc.).

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) du fonctionnement, objet de la présente convention, est d'un montant de 225 722 €.

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole est d'un montant de 92 000 €, et représente 40,76% du budget prévisionnel global de l'association (*hors contributions volontaires*).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée en fonction des dépenses réelles déduction faite du montant total des recettes hors subvention d'exploitation auquel sera appliqué un taux de financement ajusté tenant compte des soutiens accordés par l'ensemble des partenaires institutionnels.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, les modalités de versement se feront comme suit :

- un acompte maximum de 80% de la subvention votée, sur appel de fonds du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

L'appel de fonds est rempli et signé par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son utilisation conforme à l'objet de l'article 1.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :

L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole du bon déroulement de son fonctionnement défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Indicateurs :

Au regard de l'objet défini à l'article 1, les indicateurs quantitatifs et qualitatifs choisis par l'association dans le cadre de sa demande de subvention sont :

- indicateur n°1 : nombre de personnes accueillies
- indicateur n°2 : nombre de projets avec un financement engagé/accordé (hors TPE Rebond)
- indicateur n°3 : nombre d'emploi créés ou maintenus
- indicateur n°4 : nombre de temps collectifs (ateliers de formation, event, afterwork)
- indicateur n°5 : Taux de pérennité à 3 ans

5.5 Renouvellement :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :

Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;
- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
 - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
 - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;

- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT.

La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;

- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :

L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1^{er} janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **Les comptes annuels (la version détaillée) et le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant ;**
- **Le rapport d'activité de l'année écoulée ;**
- **Le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :

Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 02. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour l'Association

Pour la Métropole

**La Présidente
Sophie SANSONE**

**La Présidente
Martine VASSAL**

ANNEXE I - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
INITIATIVE PAYS DE MARTIGUES CÔTE BLEUE - Budget prévisionnel général Année 2026

DEPENSES		RECETTES	
60 - ACHATS	1400 €	70 - VENTE DE PRODUITS FINIS, DE MARCHANDISES, PRESTATIONS DE SERVICES	3500 €
Achats stockés (matières premières, autres appro)	700 €	Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services: <i>BPI FRANCE</i>	3500 €
Achats de matériel, équipements et travaux			
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures administratives)	700 €	73 - DOTATIONS ET PRODUITS DE TARIFICATION	
Achats de marchandises		Dotations et produits de tarification	
Autres achats		74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	98713 €
61 - SERVICES EXTÉRIEURS	5848.72 €	Etat (Précisez le ministère sollicité): <i>DISPOSITIF INCLUSION/INCUBE</i>	10000 €
Sous traitance générale	2108.72 €	Etat (Précisez le ministère sollicité): <i>CONTRAT DE VILLES</i>	9000 €
Redevances de crédit-bail		Etat (Précisez le ministère sollicité)	
Locations mobilières et immobilières	2240 €	Etat (Précisez le ministère sollicité)	
Charges locatives et de copropriété		Région(s): <i>Mon Projet d'Entreprise</i>	30671 €
Entretien et réparation	1500 €	Département(s): <i>DISPOSITIF INCLUSION/INCUBE</i>	4500 €
Primes d'assurance		Communes	0 €
Divers (études/ recherches, documentation, colloques ...)		Organismes sociaux	0 €
62- AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	25055.28 €	Fonds européens	44542 €
Personnel extérieur		L'agence de services et de paiement	0 €
Rémunération d'intermédiaires et honoraires : <i>Experts-comptables et commissaire aux comptes</i>	15000 €	Autres établissements publics	0 €
Publicité, information et publications	1500 €	Aides privées	0 €
Transports de biens et transports collectifs du personnel		EPCI (autres que Métropole Aix Marseille Provence)	0 €
Déplacement, missions et réceptions	5000 €	75 - AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE (DONT COTISATIONS)	29442 €
Frais postaux et de télécommunications : <i>4 GSM et frais postaux</i>	1955.28 €	Autres produites de gestion courante	
Autres (travaux exécutés à l'extérieur, etc...) : <i>Services bancaires</i>	1600 €	Dont cotisations	29442 €
63 - IMPÔTS ET TAXES	2500 €	76- PRODUITS FINANCIERS	2067 €
Impôts et taxes sur rémunération	2500 €	Produits financiers	2067 €
Autres impôts et taxes		77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	
64 - CHARGES DE PERSONNEL	185793 €	Produits exceptionnels	
Rémunération du personnel	128195 €	78 - REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	
Charges sociales	51798 €	Reprises sur amortissements et provisions	
Autres charges de personnel	5800 €	79 - TRANSFERT DE CHARGES	
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	5125 €	Transfert de charges	
Autres charges de gestion courante : <i>Cotisations Initiative France, Initiative Sud, GEOEB, CPME 13</i>	5125 €	SUBVENTION D'EXPLOITATION : MÉTROPOLÉ AIX MARSEILLE	92000 €
66 - CHARGES FINANCIÈRES		Métropole Aix Marseille Provence	92000 €
Charges financières		SOUS TOTAL RECETTES (hors contributions volontaires en nature)	225722 €
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES		87 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	69597 €
Charges exceptionnelles		Bénévolat	60000 €
68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES		Prestation en nature	9597 €
Dotation aux amortissements, provisions et engagements		Dons en nature	
69 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES		TOTAL RECETTES	295319 €
Impôts sur les bénéfices			
SOUS TOTAL DEPENSES (hors contributions volontaires en nature)	225722 €		
86- EMPLOI DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRE EN NATURE	69597 €		
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens et prestations : <i>MAD de locaux</i>	9597 €		
Personnel bénévole	60000 €		
TOTAL DEPENSES	295319 €		

ANNEXE II - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

Nom de l'Association : INITIATIVE PAYS DE MARTIGUES CÔTE BLEUE

CONTRIBUTIONS NON FINANCIERES (mise à disposition de personnel, de local, de matériel, etc.) :

A détailler :

Type de contributions non financières
Mise à disposition des locaux au pôle entrepreneurial Mikado situé 646 avenue Auguste Baron, 13500 Martigues : Bureau de 42m ² en open space en continu, et utilisation occasionnelle d'une salle de réunion de 41m ² et d'un bureau individuel de 10m ² . Valorisation estimée à environ 9 600€ pour l'année.